Discours d'ouverture de la Conférence de haut niveau sur la Charte sociale du Conseil de l'Europe par le Président de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe

Vilnius, 4 juillet 2024

Langue originale : anglais

Il y a 75 ans, le Conseil de l'Europe a été fondé sur les ruines fumantes du nazisme et de la guerre, dans l'ombre d'une guerre froide de plus en plus pernicieuse usant de la menace de l'anéantissement nucléaire. Il a été fondé comme un phare audacieux des droits humains et pour aider les nouveaux États démocratiques d'Europe à devenir de véritables démocraties libérales. En 1961, le Conseil de l'Europe a pris une autre mesure audacieuse en rédigeant la Charte sociale - reconnaissant que les droits sociaux étaient des droits humains et que sans la protection des droits sociaux, les démocraties ne pouvaient prospérer - et que les droits sociaux étaient intrinsèquement universels en tant qu'éléments du système des droits humains.

C'est pourquoi la Conférence des OING exhorte tous les États membres à adhérer à la Charte sociale révisée et à signer le Protocole additionnel relatif aux réclamations collectives. Nous leur demandons de ne pas se dédire de certains chapitres ou d'opter pour des exclusions territoriales. Pour nous, il n'est pas acceptable de créer des citoyens de seconde zone et de priver une partie de la population de la protection de la Charte sociale.

La qualité d'une convention dépend de sa mise en œuvre. C'est pourquoi nous sommes profondément déçus par les résultats du récent processus de réforme du système de la Charte sociale. Pour que la population européenne puisse réellement profiter des avantages de la Charte sociale, celle-ci doit faire l'objet d'un contrôle spécifique et d'un suivi significatif et conséquent. Les conclusions et les recommandations du Comité européen des droits sociaux doivent être respectées. C'est pourquoi nous invitons instamment tous les États membres à adhérer au système de rapports et aux protocoles amendés et additionnels appropriés afin de garantir une supervision adéquate de la mise en œuvre de la Charte sociale.

Il y a deux générations, le Conseil de l'Europe a reconnu l'importance de la cohésion sociale pour renforcer les sociétés démocratiques et les rendre résilientes - notamment pour combattre la menace que l'Union soviétique faisait peser sur l'Europe démocratique. Il y a une génération, il a révisé la Charte sociale à la lumière de la chute du rideau de fer et de la perspective d'une nouvelle Europe, unie et démocratique. Nous devons maintenant nous montrer à la hauteur de ces actes audacieux et faire en sorte que la Charte sociale soit adaptée aux défis de notre époque. L'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie a été un réveil en fanfare. Le sommet de Reykjavik a été l'occasion pour tous les Européens de s'engager à rester unis autour de nos valeurs.

Nous devons maintenant donner vie à cette promesse. Nous déplorons le recul de la démocratie, la montée du populisme et l'absence d'orientation claire. Nous voyons les écarts se creuser dans nos sociétés et l'extrémisme monter. Tout comme en 1961, il est aujourd'hui fondamental de sauvegarder les droits sociaux de nos citoyens et d'assurer leur bien-être social, de créer un environnement d'espoir et

d'optimisme et non de peur et de désillusion. La Charte sociale est aussi importante qu'il y a 60 ans et elle a besoin de tous nos efforts pour contrecarrer les développements négatifs dans nos sociétés. Nous espérons donc sincèrement que cette Conférence à haut niveau ne sera pas simplement une case à cocher dans le processus de mise en œuvre de Reykjavik, mais qu'elle marquera le début d'un nouvel effort pour actualiser la Charte sociale et en faire un instrument dynamique au profit de l'ensemble de la population sur le territoire du Conseil de l'Europe.